

Faits d'asile ou : la loi du plus menteur.

Par Marcel Sel

©Marcel Sel et Un Blog de Sel

Reproduction autorisée sous réserve de mentionner

l'auteur et l'URL du blog : <http://blog.marcelcel.com>

Bart De Wever a donc lancé un nouveau front : l'immigration (et l'asile en particulier). Logique. À présent que la N-VA et le CD&V sont isolés sur le front de la loi de financement, autant utiliser une crise (scandaleuse au demeurant) pour s'éloigner un pas de plus de tout accord de gouvernement. Et là, la N-VA joue sur du velours. Elle déposera un projet de loi au Parlement, qui sera — le doute est-il permis ? — tout sauf acceptable pour la gauche, francophone comme flamande. Mais la stratégie N-VA/(CD&V) est claire et bien relayée par les médias flamands : il y a deux démocraties en Belgique, une «flamande» et une «francophone». La Francophonie est associée dans l'imaginaire politique flamand au PS (socialiste, «marxiste», «bolchevique», enzovoort). Elle est de fait plus à gauche que la «démocratie flamande». Mais pas pour autant exclusivement socialiste : la gauche franche (PS + Ecolo) n'y représente toujours que la moitié des suffrages (et encore, pas à toutes les élections). Et dans tous les pays du monde, quand il y a plusieurs régions, il y a plusieurs «démocraties». Cette dichotomie permet d'opposer politiques flamands et wallons dans un discours de plus en plus manichéen. La mécanique étant engagée, quand les «Francophones» refuseraient la proposition de loi de la N-VA, ce sera «l'État P.S.», assimilé à la francophonie, qui sera désigné responsable. Et si les socialistes flamands s'opposent eux aussi à cette loi, ce ne sera pas présenté comme «un refus des Flamands de gauche», mais bien comme «une rupture du Front Flamand», sous-entendu due à ces bolcheviques de Francophones. Le programme N-VA, lui, est assez clair pour susciter un nouveau blocage : zéro immigration, à l'exception principalement des ressortissants de l'UE (et encore, temporairement), et zéro asile,

à l'exception des («rares») «vrais» réfugiés, ceux qui sont menacés de mort dans des pays réputés très, très dangereux. Mais pourquoi Bart De Wever s'intéresse-t-il soudain à ce dossier, et est-il si crucial pour «la Flandre». Revue de détail.

Habile, le Bill

La méthode est en fait d'une habileté tragique. Mais elle est logique : les nationalistes flamands (N-VA, et à leur suite, le CD&V) ont amorcé début septembre un piège qui a fini par se retourner contre eux, celui de la Loi de financement. Après avoir promis en juin à Di Rupo de ne pas y toucher, Bart De Wever a retourné sa veste dès qu'un préaccord de préformation a paru possible. Si, comme je le crois, la N-VA est bien dans une stratégie de pourrissement, brandir ce joker revenait à décourager les Francophones de continuer à négocier. En clair, Bart De Wever tentait ainsi d'obtenir un «non» francophone, qu'il pourrait ensuite utiliser auprès de son électorat potentiel. Ou du moins, qui lui aurait permis d'amener le MR dans les négos (à la place d'écolo ? du CDH ? du PS ? ; il est quand même douteux que Bartboulette-van-Mora ait pu croire une telle chose possible). Mais ça ne s'est pas du tout passé comme ça. La «gauche belge» (PS, SP.a, Groen!, Écolo et CDH — oui, des Néerlandophones et des Francophones, ensemble) a finalement joué le jeu de cette Loi de financement, au point d'arriver aujourd'hui avec une proposition concrète. Foin de «non» francophone tant espéré par Bartie. Et c'est très embêtant pour la N-VA : parce qu'aujourd'hui, les nationalistes sont en fait les derniers à ne pas avoir répondu «oui, c'est une bonne base de travail» à Vande Lanotte, et donc, ils se sont mis en échec eux-mêmes !

Le zwartepiet l'habite

Car, s'ils refusent la proposition du conciliateur dans les jours qui viennent — et on voit clairement qu'ils sont en train de gagner du temps — ce sont les nationalistes eux-mêmes qui pourront être désignés comme responsables de l'échec global des négociations (en vertu de la *zwartepietpolitiek* — politique du valet puant). À quelques mois d'élections anticipées potentielles, cela pourrait leur coûter une partie de leur «nouvel électorat», celui que De Wever a attiré dans le camp nationaliste flamand en lui promettant d'obtenir ce que Leterme n'a pas obtenu. En revanche, si la N-VA accepte le deal «de la gauche belge», elle se mettra en porte-à-faux par rapport à son «électorat de base» à qui elle a juré de tenir tête coûte que coûte aux Francophones pour obtenir une avancée gigantesque de l'autonomie flamande. Or, un parti comme la N-VA n'existe pas sans sa base, qui représente en fait sa réserve de voix minimale. Si elle perd les «nouveaux électeurs», elle garde sa base. Si elle perd sa base, elle cesse, à terme, d'exister. C'est ce qui est arrivé à la Volksunie quand un ex-flamingant capable d'envisager jusqu'au terrorisme, mais devenu au fil des ans un vrai démocrate (ce que personnellement, j'admire beaucoup), je parle d'Hugo Schiltz, a laissé de côté la base de la VU pour se concentrer sur une vraie négociation nationale, le Pacte d'Egmont. La VU n'y a pas survécu, et De Wever sait cela.

Schizo, le Barto

Si l'on retournait aux urnes à cause d'un «neen» nationaliste, personne ne peut affirmer que la N-VA serait encore gagnante aux élections prochaines. Elle garderait sa base, mais ceux qui ont plébiscité De Wever «parce qu'il allait faire mieux que Leterme» risquent bien de retourner là d'où ils venaient. Or, sans plébiscite, c'en est fini, à terme, de l'autonomie flamande ultralarge que veulent le CD&V et la N-VA. Mais pire encore, cette dernière a très mal joué son

coup par rapport à sa base : en concentrant l'attention sur la Loi de financement (pour tenter de montrer à ses «nouveaux électeurs» que ce n'est pas elle le problème, mais les Francophones), elle a amené les négociateurs à la découpler du Saint des Saints fondamental : l'arrondissement électoral de BHV qui, lui, intéresse surtout ses «électeurs de base». Ce genre de schizophrénie peut coûter cher. Et last, but not least, il n'y a même plus de véritable opposition entre Francophones et Néerlandophones — Dieu merci —, ce sont bien aujourd'hui les gauches du Nord et du Sud qui s'opposent aux nationalistes (N-VA) et proto-nationalistes (CD&V) du Nord. Le front n'est plus «ethnique», mais «politique». Un véritable cauchemar pour ceux, à la N-VA et au CD&V, qui veulent à tout prix démontrer qu'il y a deux Belgique totalement différentes. D'où l'urgence pour le bon client de la friterie Draakske de changer de tactique.

Asile, de fous.

Stratego-Bart sait que quand le roi est piégé au point que tout mouvement lui devient désavantageux, il faut menacer «l'ennemi» au moyen d'une tout autre pièce. Une tour, un cavalier, un pion. Autrement dit, il doit d'urgence sortir du thème «Loi de financement» pour démontrer d'une autre manière «qu'il est impossible de s'entendre avec les Francophones». Alors, il a sorti un pion (fou) de sa manche : les demandeurs d'asile. Un thème brûlant en cette période de gel. Et, Stratego aidant, il en rajoute une louche en prônant, non pas un accord gouvernemental qui permettrait éventuellement de prendre le problème à bras le corps (en oubliant temporairement la réforme de l'État), mais bien de gouverner exclusivement par le Parlement. Le thème choisi comporte toute une série d'avantages : il y a urgence, des gens dorment dans le froid (caractère émotionnel), des ministres en affaires courantes se querellent (caractère oppositionnel : «nous allons faire mieux que ce bordel-là !»). Et Leterme a éparpillé

la responsabilité entre quatre ministères («à cause des Francophones»), ce qui permet de forcer le CD&V à continuer à se raccrocher au train-train nationaliste, pour faire oublier la faute de son ex-leader.

Le terne Leterme à terme.

À cet égard, un épisode invraisemblable vient au secours de la N-VA : ce dimanche, Leterme s'est fait humilié (je ne dis pas que c'est à tort) par Ivan De Vadder qui tentait (en vain) d'obtenir de lui une réponse simple à une question simple : (en substance) «que dites-vous aux gens qui dorment dans le froid aujourd'hui ?» Au lieu de reconnaître alors l'échec de sa politique, Leterme, imperturbable, fit comme si le journaliste ne lui avait pas posé la question, et débita une véritable et interminable «déclaration gouvernementale». À un certain moment, Ivan De Vadder s'est alors levé, et a fait mine de quitter le studio. À la fin, Leterme reçut quelques applaudissements timorés qui sonnaient comme une grosse giflle. Cet homme est bel et bien fini. Beaucoup ont ensuite salué le geste du journaliste. Pour ma part, je suis un peu mitigé, parce que la question de l'asile ne peut se résumer à «que dites-vous aux gens qui dorment dans le froid ?» Mais par ailleurs, un premier ministre ne peut se permettre de réciter une leçon destinée uniquement à jeter de la poudre aux yeux du public, sans répondre aux questions d'un journaliste de cette envergure. Le bon point irait donc intégralement à De Vadder, si cet épisode n'était du pain bénit pour la N-VA : «voyez vous-mêmes, chers téléspectateurs : le gouvernement ne gouverne pas, il en est incapable». C'est vrai. Mais c'est aussi la nature même d'un gouvernement en affaires courantes d'expédier les questions plutôt que de les régler. Hier matin, Leterme a corrigé le tir en radio. Désormais, «c'est la faute à Milquet». Quant à De Crem, sur la sellette pour n'avoir pas fourni de bus pour convoyer les sans-abri dans certaines casernes, eh bien sachez que «c'est un malentendu», et que de toute façon, De Crem n'avait pas à le faire, c'est le boulot de... la Croix-

Rouge ! Où Leterme retourne dare-dare dans le camp des ethnicistes : la crise de l'asile est avant tout francophone ! Schizophrène lui aussi, entre un premier ministre incompetent incapable de défendre son gouvernement le dimanche, et un pont de la CD&V qui n'oublie pas de tendre le droit vers le bouc émissaire sempiternel, Joëlle Milquet, le lundi.

PV(V) pour N-VA

Le gouvernement est donc incapable de gérer la crise (chaque ministre étant aujourd'hui déjà en précampagne électorale, ne fût-ce que par précaution). D'où l'idée de la N-VA d'outrepasser ce gouvernement et de gouverner par le Parlement, arguant bien sûr du fait que ce serait «plus démocratique». Personne ne le dit, mais ça ne l'est pas. Ou plutôt, ça ne l'est qu'aux yeux de démocrates béotiens qui n'ont pas compris que ce n'est pas 51% de la population qu'il faut satisfaire «pleinement» pour être un bon eurodémocrate, mais 99% qu'il faut tenter de satisfaire «relativement». C'est à cela que sert un gouvernement, une coalition : à construire des compromis justes qui tiennent compte des «niches» électorales, et elles sont innombrables dans ce pays. Rosa Luxemburg disait : *«La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement.»* Une leçon qui n'intéresse pas la N-VA, toujours prompte à se ruer sur toute personne, organisme (la FGVB, par exemple) ou média (Le Soir) qui oserait la critiquer, elle qui représente à peine plus d'électeurs belges que Wilders ne représente d'électeurs hollandais !

Impayable pays

Dans un pays multiple, une coalition gouvernementale hétéroclite peut sembler moins efficace, mais elle est la seule garantie d'un traitement véritablement démocrate des affaires : en rassemblant suffisamment d'opinions et de vécus différents, elle parvient à des décisions

profitables au plus grand nombre de «niches nationales» possible. C'est à ça aussi que sert la négociation : comprendre le point de vue de l'autre, quitter son «goal» pour se lancer dans la mêlée, et tenir compte de tous les intérêts. La Belgique, même mal gouvernée, se tire plutôt mieux que la France de la crise. Moins de contestation sociale, une fracture moins criante, pas d'initiatives imbéciles à la Cantona, et une dette publique plus élevée, c'est un fait, mais qui ne se creuse pas autant qu'en France. Sous Sarkozy, celle-ci a augmenté de près d'un quart, et à ce rythme, la France sera plus endettée que la Belgique avant cinq ans ! Mais de cette politique ouverte, la N-VA n'est pas capable au niveau national. Elle ne voit que les intérêts de la Flandre, elle ne pense que «Flandre». Leterme apparemment aussi (d'après ses réponses à Hard Talk : la réforme de l'État est absolument nécessaire pour la Flandre, a-t-il dit, en tant que premier ministre belge). Or, le (vrai) compromis, c'est fondamental dans une société aussi complexe que la société belge, où les droits culturels et ethniques sont toujours centraux, parce que la langue est le meilleur obstacle possible à l'intercompréhension, et donc à l'empathie mutuelle. Autrement dit, sans compromis, plus de Belgique.

Démocratie Bartlementaire

Or, lorsqu'on gouverne par le Parlement, l'on sort de fait de cette logique du compromis pour entrer dans la logique du plus fort. Et en Belgique, une «ethnie» (ou disons, «un ensemble culturel») est numériquement plus forte que l'autre. Le vote de la Loi sur la scission de BHV, s'il avait pu être entériné, aurait été le premier cas aussi clair, et révoltant, de prise de pouvoir d'une culture sur l'autre. Satisfaire le choix de 58 % de la population en violant sciemment les droits (garantis par l'Europe) d'une partie des 42 % restants, ce n'est plus de la démocratie, c'en est même l'opposé.

Donc, en déposant une loi à sa sauce au Parlement, et en imposant à chaque parti

de dire «oui» ou «non», la N-VA entame une nouvelle offensive hussarde, puisqu'il s'agit ni plus ni moins d'imposer aux autres partis de se prononcer publiquement sur... le programme immigratoire nationaliste ! Et vu que le PS, fer de lance francophone, est à la fois dans le gouvernement sortant (source du problème), et dans une majorité future de plus en plus virtuelle (sensée régler le problème), De Wever peut se permettre à la fois de critiquer le résultat de la politique fédérale improductive, à ses yeux, à cause de la présence francophone» (c'est fastoche quand on est dans l'opposition), et de défendre son programme radical auprès du téléspectateur flamand (check — c'est fait sur Villa Politica, Terzake, De Zevende dag, et dans sa chronique du Standaard) avant d'imposer aux Francophones (et aux socialistes flamands), de se prononcer à leur tour.

Vendu !

Autrement dit, quand le projet de Loi arrivera à la Chambre, il aura déjà été vendu comme le seul possible à l'électeur flamand, et un refus des Francophones, ou du SP.a sera utilisé pour prouver aux Flamands que les Francophones refusent encore une fois un «bon projet», et pire, auraient réussi à entraîner les socialistes flamands dans leur sillage, rompant traîtreusement ce fameux «front flamand». Un vrai scandale en perspective aux yeux de Jan met de Pet (Monsieur Toulmonde), et une question : le SP.a pourra-t-il se permettre de voter contre la Loi N-VA ? Vous l'avez compris : c'est le concept de «gauche belge» transrégionale qui risque de sauter. De toute façon, après une telle manœuvre, toute négociation gouvernementale sera évidemment encore plus illusoire. Et les deux camps (quels qu'ils soient) encore plus éloignés. Elections, donc. Et chaos potentiel. Les marchés spéculatifs vont s'amuser. Nous tous, Belges, beaucoup moins !

Wallonie, terre d'asile

Examinons à présent quel est l'intérêt du premier parti flamand à agiter ce dossier.

Selon De Wever, les problèmes posés par l'afflux de demandeur d'asile et l'immigration se posent dans des termes très graves pour la Flandre. Eh bien, c'est absolument faux ! La Flandre est en fait la région la moins concernée par la question. Tout d'abord, sur les étrangers résidents officiellement, ils étaient, en 2007, 283.000 en région Bruxelles-Capitale (27,5%), 316.000 en région wallonne (9,2%), et 331.000 en Flandre (5,4%), avec des pics à Anvers, Gand, et en région péribruxelloise (source INS). Autrement dit, la Flandre «profonde» est bien de loin la région où le problème de l'immigration se pose le moins. En Wallobru, la proportion de non-Belges est plus de deux fois supérieure (13,5 % environ), ce qui explique déjà, par exemple, une différence dans la qualité de l'enseignement, la communauté française étant moins financée, et plus sollicitée par la nécessité de mettre à niveau des enfants dont la langue maternelle n'est pas le français. Bruxelles accueille à elle seule presque autant d'étrangers que toute la Flandre, soit entre 5 et 6 fois plus par habitant... La N-VA peut donc tranquillement imposer les politiques les plus «faciles à vendre» à son public transi d'attention pour Bart-aux-yeux-de-grenouille, puisque ce n'est pas ce public-là qui en payera les conséquences (chômage, criminalité, vagabondage, voire émeutes...)

Dégroupement familial

Or, la N-VA a un programme plutôt rigide à cet égard. Dans le dossier sur l'immigration (<http://www.n-va.be/files/default/generated/dossier/Migratie%20en%20asie%20-%20samenvatting.pdf>) qu'elle a publié, on prend toute la mesure de ses idées en la matière. Pour réduire le regroupement familial à une peau de chagrin, elle veut interdire aux enfants de plus de 18 ans restés «au bled» de rejoindre leur famille en Belgique. Le regroupement familial en cas de mariage serait interdit si les deux époux n'ont pas, au moment de l'hymen, 21 ans accomplis. Il faudrait de surcroît prouver une capacité financière en Belgique avant qu'un tel

regroupement soit autorisé. Toute personne arrivée en vertu du regroupement familial ne pourrait plus en amener une autre. Concrètement, un Marocain de 17 ans arrivé en Belgique à la suite de ses parents ne pourrait pas se marier avec une Marocaine «au pays» et vivre avec elle en Belgique. Cohérente, la N-VA recommande même de demander aux organisations chargées de l'immigration de décourager... les mariages transnationaux ! L'amour à la sauce fricadelle, c'est strict de chez strict quand on n'est pas bleu-blanc-belge ! Allez vendre ça au PS, au CDH, au SP.a ou à Groen! Pour le reste, les seuls immigrants autorisés seraient ceux de l'UE, et si besoin, quelques extra-européens qualifiés, à condition toutefois qu'ils aient une proposition d'emploi concrète avant de venir. Et cette immigration économique serait, par principe, exclusivement temporaire et requerrait la connaissance du... néerlandais. Voilà qui va plaire à Van Rompuy censé garantir la libre circulation des personnes... Quant à la régularisation de demandeurs d'asile ou d'immigrants arrivés clandestinement, elle ne pourrait plus se faire que sur base rigoureusement individuelle, et selon une série de critères stricts, dont, une fois encore, la connaissance du... néerlandais.

Homo illegalus

Vient ensuite la question des demandeurs d'asile. Bart distingue les «vrais demandeurs d'asile », ceux menacés de mort dans leur pays, et les autres — les «profiteurs». Les premiers sont rarissimes, dit-il. Les autres sont des illégaux. Des «illégaux», c'est donc bien le nom utilisé pour les êtres humains, hommes, femmes et enfants, qui entrent en Belgique sans titre légal de séjour. Il n'y a pas d'oiseaux migrants illégaux. Chez les oiseaux, cette notion n'existe pas. Elle est strictement humaine. Illégaux. J'ai du mal à concevoir que le Roumain qui a repeint l'appartement de mon voisin (il y a prescription, je peux en parler) et avec qui je papotais gaiement sur le trottoir en été était un être «illégal». Pourtant, c'est vrai,

nous ne pouvons pas «accueillir toute la misère du monde». Il faut revoir, courageusement, le système. Mais sommes-nous vraiment en train d'accueillir «toute la misère du monde» ?

Un monde de misère du monde

Au plan mondial, non. Absolument pas. Sur les quelque 11 millions de réfugiés relevant du Haut Commissariat de l'ONU (UNHCR), le seul Pakistan en accueille plus que toute l'Europe occidentale (1.740.000). L'Iran, et la Syrie complètent le trio de tête, avec chacune plus d'un million. L'Allemagne est le premier pays européen, avec 600.000. Les États-Unis en gèrent 275.000 et l'Angleterre, second pays européen, 270.000. Au chapitre des demandeurs d'asile, le record du monde est détenu par l'Afrique du Sud qui, à elle seule, en reçoit presque autant que l'ensemble de l'Union européenne. La Belgique a officiellement 34.415 réfugiés, demandeurs d'asile et personnes assistées par le UNHCR à sa charge. La Bosnie 182.000, l'Azerbaïdjan 590.000, la Colombie 3.304.000, la Géorgie 360.000, et dans les pays plus pauvres encore, la Côte d'Ivoire 710.000, la République démocratique du Congo 2.300.000, le Kenya 882.000, la Somalie 1.576.000. le Soudan 1.430.000, et le Népal pas loin d'un million. Autrement dit, la majeure partie de la misère du monde est prise en charge par le monde de la misère !

Tant bien que Malte

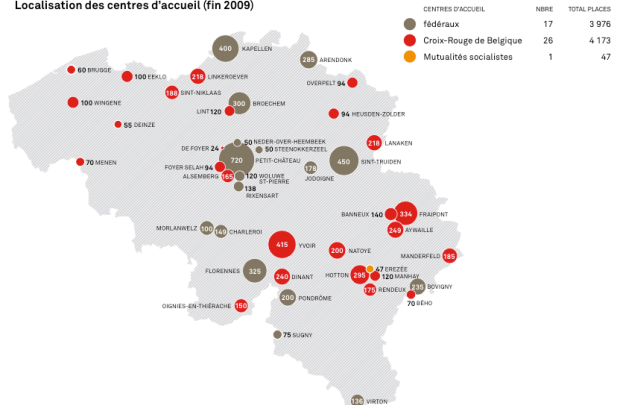
Revenons bien au chaud, dans notre Occident surprotégé. Selon la N-VA, la Belgique serait le pays d'Europe où l'on accueille le plus de demandeurs d'asile. Ça aussi, c'est faux ! En chiffres absolus, c'est en 2009 la France qui en vit arriver le plus grand nombre, avec 41.980. En chiffres relatifs (nombre de demandeurs pour 10.000 habitants — 10k), Malte est championne d'Europe, avec 58/10k ! Suivent Chypre (40/10k), la Suède (eh oui !) avec 26/10k, l'Autriche (19/10k) et enfin la Belgique, avec 16/10k. Viennent ensuite, tout près, la Grèce (14/10k), la Finlande (11/10k), le Luxembourg

(10/10k). En queue de peloton, l'on trouve l'Espagne (0,65), la Roumanie (0,39), etc. Quant à nos voisins hollandais, ils en accueillent à peu près autant que la Flandre...

Faits d'asile

Car la plus grande partie des demandeurs ne se trouvent pas actuellement au Nord : les centres d'accueil fédéraux hébergent seulement 1.485 demandeurs en Flandre (247/mio ha), contre 890 à Bruxelles (742/mio ha), et 1.262 en Wallonie (382/mio ha). Pire : si l'on considère Wallonie-Bruxelles comme un tout (partant du principe qu'il y a 5 % de Francophones en Flandre, on retrouve la même proportion de néerlandophones en Wallonie-Bruxelles), la Croix-Rouge y héberge 2.832 réfugiés pour seulement 1.337 en Flandre — moins de deux fois moins. Au total, cette dernière prend en charge quelque 2.822 demandeurs d'asile dans les deux sources d'hébergement principales, pour la bagatelle de... 4.984 dans le Sud. Par million d'habitants, ça nous donne un rapport de 470 pour la Flandre, et... 1.107,6 pour le Wallobru ! La Croix-Rouge francophone prend officiellement 2.573 personnes en charge, quand la Croix-Rouge flamande se contente de 1.600. Les CPAS communaux hébergent pas moins de 44 % des demandeurs logés, et ce sont surtout ceux de Bruxelles, et dans une moindre mesure, de Wallonie qui sont les plus chargés. La carte de Fedasil ci-dessous est éloquentes à ces égards.

Localisation des centres d'accueil (fin 2009)



La gestion Senne des migrations

Et qui refuse tout nouvel arrivage de réfugiés sous prétexte qu'elle en fait déjà trop ? La Flandre de la N-VA ! Dès qu'on a voulu rediriger un certain nombre de demandeurs (700 à peu près) vers cette région si «formidable», Bart De Wever a prétendu, avec un chiffre tordu comme toujours (confondant le pourcentage de nouveaux arrivants et celui du total des demandeurs), que la Flandre se prenait toute la misère du monde nouvellement arrivée en Belgique ! Des margoulins, je vous dis : non, la Flandre n'a pas un grave problème, au contraire, elle refuse en fait de prendre sa part normale de responsabilités. Les nationalistes présentent les demandeurs d'asile comme des profiteurs ? Mais la charge de la demande d'asile y est la moins forte du pays, très comparable à la moyenne européenne. C'est Bruxelles qui prend tout dans la tronche, et la Wallonie en second. Équilibre communautaire ?

Petit pays, petit profit

Qui sont ces demandeurs d'asile, ces salauds, hommes, femmes, enfants, qui profiteraient donc du système si extraordinaire en Belgique ? En 2007, les trois nationalités les plus représentées dans notre pays étaient les Russes (17 % — dont pas mal de Tchétchènes), les Serbes (11 %) et les Irakiens (7 %). En Autriche, les Russes (Tchétchènes inclus) représentaient 27 %, les Serbes 13 % et les Afghans, 11 %. En 2009, les structures d'accueil officielles étaient logiquement occupées principalement par des Russes, Tchétchènes inclus (16,4 %), des Serbes (11,7), des Arméniens (8,9), des Afghans (7,5 ou 1.236, soit guère plus du double du nombre de soldats belges qui s'y trouvent — un prêté pour deux rendus), des Guinéens (6,1 %), des Congolais (4,2 %), des Irakiens (4,2 %), des Iraniens (2,7 %), etc. La plupart de ces pays sont en guerre ou franchement dangereux pour certains opposants. Dans certains d'entre eux, l'Occident n'est pas étranger à cette situation. Selon les critères établis par la N-VA, qui considère les Balkans comme

une zone non éligible à l'asile en Belgique (parce que «sûre»), on pourra renvoyer d'office les Serbes (11,7 %) et quelques-uns des Russes (non-Tchétchènes). Et c'est à peu près tout. Autrement dit, sauf à violer la Convention de Genève, ce n'est pas Bart De Wever qui a «la» solution !

La Suisse, terre d'asile

Quelle est la dureté des décisions belges soi-disant si bonasses ? Sur le nombre total de décisions de première instance en 2008 (13.095), seules 2.985 furent positives chez nous, soit 22,8 %. En Allemagne, modèle pour la N-VA nous dit-on, ils étaient 8.750 sur 20.215, soit 43,3 % ou encore, deux fois plus qu'en Belgique, à pouvoir rester officiellement. Aux Pays bas, ils étaient plus de la moitié à se voir régulariser ! En Suisse, que quelques votations font passer pour hostile aux étrangers, ils furent plus des deux tiers à obtenir le sésame. La Suède et le Royaume uni sont toutefois grosso modo aussi «sévères» que la Belgique. Et parmi les pays les plus «durs» (en ne tenant compte que de ceux qui reçoivent plus de 20.000 réfugiés par an), la France et plus encore la Grèce figurent dans le peloton de tête. (Source Eurostat : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-08052009-AP/FR/3-08052009-AP-FR.PDF) Bonasse, la Belgique ? On peut toujours se le raconter.

Pic que pendre

Autre légende : faisons-nous face à un pic soudain et imprévisible, jamais vu auparavant ? Encore faux ! Les statistiques Fedasil le montrent : il y a eu deux fois plus de demandes d'asile en 1999 et en 2000 qu'en 2009. Et les années 93, 98, 2001 et 2002 étaient pires à bien pires que celle-ci (22.785 demandeurs en 2009 pour 33.932 en 1993). Si les demandes ont augmenté depuis 2007, elles avaient, cette année-là, très fortement diminué depuis 2000 — c'est une constante européenne, d'ailleurs ! Quant à la capacité d'accueil, elle est effectivement passée de 18.684 à 20.548 places cette année, soit environ

10 % d'augmentation. Et 25 % depuis 2006. À méditer.

Toujours selon Fedasil, les cinq casernes de Bastogne, Bierset, Gembloux, Weelde et Houthalen (3 en Wallonie, 2 en Flandre, pas de quoi rattraper le déficit de solidarité de la région flamande...) n'étaient disponibles que «courant décembre». Et le constat tragique : «au total, depuis octobre 2009, Fedasil a été contrainte de ne pas désigner de place d'accueil à 7.665 personnes». Ce sont les employés de cette administration, et pas les députés de la N-VA qui se retrouvent face aux réfugiés pour leur dire «non».

Ça n-va pas le faire

La N-VA, en cherchant à réduire encore les possibilités d'immigration, obtiendra en fait, non pas une diminution, mais bien une croissance des «demandeurs d'asile déguisés» (qui sont en fait des réfugiés économiques, ou des travailleurs en puissance, quelquefois surdiplômés). Car ceux qui veulent venir ici n'auraient alors aucune autre ressource pour entrer en Belgique, y travailler, y commercer, que de se faire sans-papiers, clandestins, ou demandeurs d'asile. Or, la N-VA veut fermer toutes ces portes aux ressortissants non UE. Et ce n'est pas imaginable pour l'asile : les réfugiés, vrais ou faux, doivent être traités correctement, c'est le droit international qui le dit.

Le luxe en Bourgeois

Les mesures préconisées par la N-VA dans un document récent (17 septembre 2010) laissent d'ailleurs pantois : arrêt immédiat de toute aide financière (ce qui favorisera la criminalité et la mendicité), hébergement limité à la période d'hiver (excellente mesure pour le vagabondage), dispersion dans tout le pays (alors qu'elle refuse déjà toute nouvelle arrivée en Flandre) des seuls demandeurs qui sont déjà en procédure depuis 5 mois (et les autres ? Sous les ponts de Bruxelles ?), et répartition communautaire équilibrée (on n'attend que ça, en Wallonie et à Bruxelles, un rééquilibrage vers la

Flandre ; qui y croit ?), hébergement par les seules CPAS, plus de nouveaux arrivants dans les grandes villes (Bruxelles va donc garder son gros paquet, Anvers, son petit baluchon ; chouette !) Il est aussi question de limiter plus strictement ce droit d'asile (mais comment le faire sans violer les règlements internationaux ?) Ne pas prévoir de places supplémentaires (donc, laisser les gens dehors). Refuser tout hébergement pour les demandeurs qui ont fait appel (allez, hop, dans la rue). Et grâce à ça, les candidats-réfugiés de tous pays, qui lisent quotidiennement la presse flamande, seront découragés de venir ! Cocasserie qui tombe bien : un journal bulgare expliquait hier aux Roms que la Flandre était le «pays» rêvé pour émigrer ! D'où une grosse colère de Geert Bourgeois (N-VA), ministre flamand compétent. Eh oui, Geert : il ne suffit pas de souhaiter ceci ou cela pour que les choses s'améliorent. La seule mesure concrète qui ait une chance d'apporter des résultats (mais là-dessus, le PS semble désormais d'accord), c'est une intensification de la politique de rapatriement, le plus humainement possible.

Mais en Flandre, l'asile se terre

Une vraie solution passe aussi par une répartition solidaire des demandeurs d'asile, d'abord européenne, ensuite belgo-belge. Concrètement, il faut prévoir une prise en charge équilibrée au niveau communautaire. La Wallonie et Bruxelles doivent cesser d'être le réceptacle unique de «toute la misère du monde». Et ça, ce n'est pas au programme de la N-VA. Leur projet de loi ne peut donc passer que moyennant une série d'amendements qui la rendra parfaitement indigeste à la N-VA elle-même. Et c'est pour cela que nous devons, avec des pieds de plomb, retourner aux urnes. Car on ne construit pas un gouvernement digne de ce nom sur autant de mensonges, de dénis de solidarité, de provocations où l'électeur flamand est systématiquement pris à témoin avec des chiffres tordus et retordus, de refus de répondre dignement et volontairement à une crise humanitaire

grave, et cela, sous prétexte qu'elle serait plus francophone que flamande et que ça arrange bien les nationalistes du Nord — ceux qui partent du principe que «tout ce que la Flandre fait elle-même, elle le fait mieux». Quand pour cela, on refuse de prendre sa charge des problèmes sociétaux les plus épineux, il faut bien avouer que c'est juste trop facile !